

GDF : la rupture a déjà commencé

par Laurent Mafféïs

La rupture libérale annoncée par Nicolas Sarkozy dans son projet présidentiel a déjà commencé. Après la tentative avortée de dérégulation complète du droit du travail, le projet de loi sur le secteur de l'énergie marque en effet une rupture historique. Adopté le 4 octobre à l'Assemblée nationale et en discussion au Sénat à partir de cette semaine, ce texte parachève dans son contenu comme dans sa méthode d'élaboration le retrait total de l'Etat du secteur de l'énergie en France. A l'heure où la plupart des puissances industrielles de la planète sont au contraire tentées de rétablir ou renforcer leur maîtrise publique de l'énergie.

L'enterrement du modèle français de souveraineté énergétique

La logique induite par le projet de loi sur le secteur de l'énergie va bien plus loin que la seule privatisation de GDF qui en sera la conséquence immédiate s'il est voté. Peu d'observateurs ont noté que **c'est la loi de 1946 créant le monopole public d'EDF et GDF que le texte du gouvernement est en train d'entailler.** Inscrite dans le programme du Conseil national de la résistance, la nationalisation de l'électricité et du gaz visait à l'époque à rompre avec les méfaits des trusts de l'énergie qui sévissaient avant-guerre. Une situation où quelques grands groupes s'entendaient pour manipuler les prix sans que les gouvernements n'aient aucun moyen pour peser sur leurs choix d'investissement pourtant décisifs pour l'avenir du pays. C'est à cette époque des trusts que le texte du gouvernement va ramener le pays. A la seule différence que ces trusts sont devenus encore plus gros car ils sont désormais européens, ce qui leur donne encore plus de moyens pour manipuler les prix pour augmenter leurs marges. Et qu'ils sont désormais largement intégrés au capitalisme financier ce qui les pousse encore moins à investir à long terme qu'avant guerre.

C'est ainsi plus largement **le modèle français de souveraineté énergétique fondé en 1946 que la droite enterre.** C'est-à-dire le choix d'un monopole public pour garantir l'investissement à long terme, fut-il aussi colossal que celui exigé par le choix politique de la technologie nucléaire comme moyen d'affranchir la France de la dépendance des marchés pétroliers. Ce modèle n'était certes pas parfait en raison des difficultés persistantes de l'Etat à vraiment piloter les opérateurs publics en particulier quand il s'est agi pour la gauche de les mettre au service de ses priorités sociales ou écologiques. Mais, couplé à une politique étrangère stratégique garantissant des contrats d'approvisionnement à long terme pour

le gaz et en partie le pétrole, ce modèle a doté la France d'un appareil énergétique performant qui en fait le géant énergétique européen. Et le seul grand pays industrialisé à avoir échappé à de fortes ruptures d'approvisionnement à l'été 2003 pendant la canicule. Là où tous les pays qui avaient entamé des libéralisations précoces (Royaume-Uni, Etats-Unis...) commençaient à connaître des coupures massives de courant, devenues aujourd'hui habituelles partout où le marché électrique est ouvert à la concurrence.

Etat à éclipse, intérêt général fantôme

Dans cette opération d'enterrement, le contraste est saisissant entre un ministre de l'Intérieur qui réclame sur tous les tons le retour de l'autorité de l'Etat quand il s'agit de police et un Président de l'UMP qui accepte de liquider définitivement le même Etat quand il s'agit d'énergie. On voit ainsi Jean-François CIRELLI, PDG d'une entreprise encore possédée à 80 % par l'Etat (et par ailleurs ancien directeur de cabinet de Raffarin à Matignon) expliquer que *"Gaz de France souhaite que l'on cesse de faire sa stratégie à sa place"*. N'importe quel PDG qui aurait adressé une telle remarque à son principal actionnaire aurait été licencié sur le champ par le conseil d'administration de l'entreprise. Ici au contraire, le PDG de GDF exprime **la conviction profonde du gouvernement : l'Etat n'a plus sa place en matière de stratégie du gaz ou de l'électricité.**

Demier avatar de l'état d'urgence politique dans lequel se débat notre pays, on assiste au même moment à un **défilé odieux de députés de la majorité expliquant que "comme élu de la Nation" ils sont contre le projet (formule de Pierre Lellouche), mais que comme adhérent de l'UMP ils le voteront "pour ne pas gêner Nicolas", ni "aider la gauche"**. Six mois après avoir vu un président de la République appeler sa majorité parlementaire à faire plier son premier ministre, la V^{ème} République n'en finit plus de s'écrouler et avec elle au passage

l'idée républicaine que *"la loi est l'expression de la volonté générale"* (article 6 de la déclaration des droits de l'homme). Jamais des députés de droite n'avaient en effet formulé aussi clairement le fait qu'ils ne sont pas là pour défendre l'intérêt général mais pour servir des intérêts particuliers, qu'ils soient ceux du candidat Sarkozy au sein de l'UMP ou ceux des actionnaires de Suez qui s'apprêtent à dépecer un joyau industriel public.

Peu importe que la fusion projetée conduise GDF à **renoncer à une part considérable de nos contrats d'approvisionnements à long terme** pour satisfaire les contreparties exigées par la Commission européenne. Ces mêmes contrats qui garantissent pourtant la sécurité d'approvisionnement du pays et une relative stabilité des prix dans la durée. Peu importe aussi que la Commission risque de demander in fine **la cession au privé du réseau national de transport et de distribution du gaz.** Ce même réseau pourtant considéré jusqu'ici comme un patrimoine vital pour le pays et comme le cœur intouchable du monopole naturel de 1946. Peu importe également que la main mise de Suez sur GDF **détourne désormais les méthaniers français (bateaux qui transportent du Gaz naturel liquéfié) vers le marché américain plus rentable**, de manière à optimiser le terminal méthanier de Boston acquis par Suez. Ces mêmes méthaniers pour lesquels GDF dispose pourtant aujourd'hui des 2^{èmes} plus grands terminaux d'Europe, jusqu'ici mis au service de l'approvisionnement national quelle que soit l'évolution des prix outre-atlantique. Peu importe enfin que cette fusion soit pour Suez **une machine de guerre contre EDF et une menace directe pour le service public de l'électricité et pour l'environnement.** Puisque, pour s'installer à faible coût sur le marché électrique français, Suez et GDF misent en partie sur une production par combustion fossile, beaucoup plus polluante en gaz à effets de serre que ne l'est l'essentiel de l'électricité aujourd'hui produite en France.